

Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/JV

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société TANK
de respecter les dispositions de l'article 16.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 1998 modifié
pour son établissement de SAINT-POL-SUR-MER**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5, L. 541-7 et R. 541-8 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation N° A-98-42 délivré le 15 juin 1998 à la société BECQUET pour l'exploitation d'une station de lavage de citernes routières sur le territoire de la commune de SAINT-POL-SUR-MER à l'adresse suivante 255 rue Maurice BERTEAUX concernant notamment la rubrique 2795 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article 16.3 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le courrier du préfet du Nord du 10 juin 1999 donnant acte à la société TANK SERVICE du changement de raison sociale, à compter du 27 juillet 1998, des établissements BECQUET devenus société TANK SERVICE ;

Vu le courrier du préfet du Nord du 16 janvier 2006 donnant acte à la SARL TANK SERVICE du changement de dénomination sociale, à compter du 30 juin 2005, de la société TANK SERVICE devenue SARL TANK ;

Vu le rapport du 17 juillet 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France (DREAL) chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courriel du 21 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 21 juillet 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriels des 30 juillet 2025 et 12 août 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de sa visite, l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, a constaté que l'exploitant ne dispose pas d'élément permettant de justifier qu'il a procédé à une caractérisation des boues reprises sous le code déchet 10 01 21 avant leur transfert à des fins de traitement ;
2. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 16.3. de l'arrêté préfectoral du 15 juin 1998 modifié susvisé ;
3. ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés ;
4. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TANK de respecter les dispositions de l'article 16.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 1998 modifié susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société TANK, ci-après dénommée l'exploitant, exploitant une installation de station de lavage de citernes routières située au 255 rue Maurice Berteaux sur la commune de SAINT-POL-SUR-MER, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 16.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 1998 modifié susvisé **dans le délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires de SAINT-POL-SUR-MER et DUNKERQUE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SAINT-POL-SUR-MER et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2026>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **15 AVR. 2026**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO



